

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 26 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 20 mars 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

**Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CASTETS, Mme QUERAL, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

**Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

M. GEDON à M. ELIAS, Mme LANDAIS à M. BAILLARGEAT, Mme BERTHIOT à Mme BAUDERE, M. BODIN à Mme QUERAL, Mme HOLGADO à M. CARREAU, M. GABARD à M. RIMARK

**Etaient excusés:**

Mme LUCKHAUS, M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

**12 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS - APPEL A PROJET POUR LES LOCAUX ET ESPACES SITUES SUR LES ALLEES MARINES - ATTRIBUTION**

**Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Par délibération du 4 mars 2014, le Conseil Municipal a accepté le transfert de gestion des emprises du Grand Port Maritime de Bordeaux (bâtiments et espaces publics).

Dans l'objectif de redynamiser ce site et d'offrir aux blayais et aux touristes une nouvelle offre de service du type « restauration croisée », la Commune de Blaye a lancé un appel à projet afin de mettre à disposition :

- Un local anciennement dédié au stockage d'une surface d'environ 50 m²,
- Deux espaces extérieurs de 750 et 170 m² avec la vue sur l'Estuaire, le Bac et la Citadelle,
- L'ancien office de tourisme et les toilettes publiques.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester a été mise en place.

Pour cela, une publication a été réalisée sur un site spécialisé du 30 janvier au 4 mars 2019. A la suite de cet appel à candidature, deux projets ont été jugés recevables :

- Société SPITZ,
- Société LE BAR DU CARRELET

Le 8 mars 2019, la commission n°7 s'est réunie afin d'analyser les différentes offres et de réaliser un classement. C'est le projet par la société LE BAR DU CARRELET qui a été classée en 1<sup>ère</sup> position et ce à l'unanimité. Il s'agirait d'y exercer :

- Une activité de brasserie artisanale dans les locaux de l'ancien office de tourisme,
- Une activité de restauration dans l'ancien local de stockage et sur les espaces extérieurs avec l'installation d'un bus anglais.

La convention prévoit :

- Une durée d'occupation de cinq ans, tenant compte de la nature de l'activité, des travaux à réaliser pour remettre en état les locaux,
- Que l'occupant devra exploiter les toilettes publiques,
- Une redevance annuelle tenant compte des avantages de toutes natures procurés au bénéficiaire et de la mission de service public qui lui est demandée. Celle-ci se composera de la façon suivante :
  - D'une part fixe de 4000 € la première année, 5000 € la deuxième année, et 6000 € à compter de la troisième année et jusqu'au terme du contrat.
  - D'une part variable calculée en fonction du chiffre d'affaire annuel de N-1 :
- Celle part est nulle si le chiffre d'affaire est inférieur à 100 000 € HT ;
- si celui-ci est égal ou supérieur à 100 000 € et inférieur à 200 000 €, elle est de 1,5% du chiffre d'affaire compris entre ces deux limites,
- Et si celui-ci est supérieur à 200 000 € HT, elle est de 2,5 % sur la part du chiffre d'affaire qui excède ce plafond.

La recette sera imputée à l'article 323, chapitre 70 du budget communal.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le Maire à signer cette convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels et les documents y afférents.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 01/04/19  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20190326-58462-DE-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK